



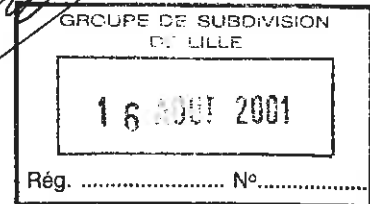
PRÉFECTURE DU NORD

Lille

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

09.08.2001



Arrêté préfectoral imposant à la S.A. STMC NORD des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à LEZENNES

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
commandeur de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er février 2001 autorisant la S.A. STMC NORD - siège social : 156 rue de Lille BP 15 59890 QUESNOY SUR DEULE - à exploiter ses activités à LEZENNES Rue Chanzy ZAC de la borne de l'espoir ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 2001 mettant en demeure la S.A. STMC NORD de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1er février 2001 susvisé ;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 17 juillet 2001 ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de présence humaine permanente sur le site, il convient de mettre en place une détection incendie sur le lieu de stockage des déchets permettant ainsi l'intervention plus rapide des secours ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1. - OBJET

La société *S.T.M.C. NORD*, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 156, rue de Lille à *QUESNOY SUR DEULE (59890)*, est tenue de respecter les dispositions des articles ci-après pour l'exploitation de son site situé rue Chanzy - ZAC de la Borne de l'Espoir à *LEZENNES*.

ARTICLE 2. - DETECTION INCENDIE

2.1. - L'exploitant met en place un système de détection incendie au sein du (ou des) bâtiment(s) d'exploitation accueillant des déchets.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant, leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit.

2.2. - Les détecteurs d'incendie sont installés de telle manière qu'à tout moment leur déclenchement permet de donner l'alerte à une équipe d'intervention de lutte contre l'incendie habilitée ou à une personne chargée de contacter une telle équipe.

Le cas échéant, un système de protection particulière (par exemple déclenchement d'un arrosage) sera asservi au système de détection.

ARTICLE 3. - ECHEANCIER

Le délai fixé pour le respect des dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus est de *deux mois* à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'articles L 514.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6-

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 7-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de LEZENNES,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LEZENNES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le - 9 AOUT 2001

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Jacky HAUTIER

Pour ampliation
P/Le chef de bureau délégué,

C. LECLERCQ

